

Mobilisons nous pour une autre université ...

Depuis le 2 février 2009, à l'appel de la coordination nationale des universités, les personnels de universités sont engagés dans une grève totale et illimitée.

Rejoint par les IUFM et les IUT, le mouvement a pris rapidement une grande ampleur au niveau national.

En effet, les décrets d'application de la LRU concrétisent les craintes soulevées lors de son élaboration :

- accentuation de la **précarité** de toutes les catégories de personnel;
- **flexibilité** accrue de tout le personnel (BIATOS, ITRF, ASU, contractuels, enseignant-chercheurs);
- réforme des statuts des enseignant-chercheurs, et **dévalorisation de l'enseignement** considéré comme activité secondaire;
- concurrence accrue entre les universités et les personnels;
- pouvoir absolu des présidents et **gestion entrepreneuriale** avec répartition des budgets au mérite, mettant en concurrence les universités;
- remise en cause de l'**indépendance de la recherche et de l'enseignement supérieur** vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques;
- casse de la formation des enseignants: suppression des IUFM et mastérisation des formations de l'éducation nationale;
- et, cerise sur le gâteau, **suppression de plus de 1000 postes!**

Autant de raisons de dire « **stop !** ».

Mobilisons-nous pour défendre une autre École et plus généralement nos services publics.

pour une autre école ...

Ces attaques contre l'Université s'inscrivent plus globalement dans une destruction généralisée de l'école publique :

- **suppression des réseaux d'aide spécialisés** aux enfants en difficulté (RASED) et de la petite section de maternelle
- suppression de la carte scolaire et mise en **concurrence** des écoles, accentuée par leur regroupement et la même **gestion entrepreneuriale partout**
- **fichage** des élèves (Base élève)
- réforme des lycées qui renforce les **inégalités** entre établissements, et une spécialisation par options
- etc, etc...

pour un service public de qualité et égalitaire!!

On retrouve dans toutes ces réformes des services publics, la même logique comptable des moyens et des hommes et la même idéologie: les "bienfaits et vertus" de la **libre concurrence économique** relèguent la connaissance et l'éducation de 'droit du peuple' à une simple marchandise. Ce choix de société qu'on nous impose de manière récurrente ne cesse pourtant d'accroître inégalités sociales et précarité et ne correspond nullement à nos valeurs universitaires. Comment de telles réformes pourraient-elles améliorer l'égalité d'accès à un service public d'éducation, d'enseignement supérieur, de santé, des transports, etc. ?

Le personnel de l'université Lille 1 en grève
<http://greve.univ-lille1.fr>